



Distribution d'Eau des Ardennes
18, rue Schandel
L-8707 Useldange

N/Réf. : 2025-000406-M1

V/Réf. : 24/1386

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après la « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1^{er} août 2018 ;

Considérant la demande du 26 août 2025, de la part de la « Distribution d'Eau des Ardennes », ayant pour objet la modification de l'article n° 1 de la décision ministérielle n° 2025-000406 du 9 avril 2025 concernant le lieu du tracé ;

Considérant la décision ministérielle n° 2025-000406 du 9 avril 2025 autorisant la réalisation d'une tranchée,

Arrête :

Article unique

La décision ministérielle n° 2025-000406 du 9 avril 2025 est modifiée comme suit :

1) L'article 1 est modifié comme suit :

La tranchée est réalisée sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Wiltz, section WD de Weidingen, sous les numéros 354/2091, 352/1262 et 354/2090, conformément à la demande et au plan soumis n° DEA_2025_00577 du 20 août 2025 et élaboré par la « Distribution d'Eau des Ardennes », sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent document.

Informations

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

Recours

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement